

ÉDUCATION

FORMATION CONTINUE



Ils sont
75 000 adultes
inscrits à l'« autre »
université Page 2



Les diplômés
d'études
supérieures ont
la cote Page 3



À la TÉLUQ,
40 ans et un
nouveau départ
Page 4

CAHIER SPÉCIAL H > LE DEVOIR, LES SAMEDI 22 ET DIMANCHE 23 SEPTEMBRE 2012



Un deuxième plan d'action se fait attendre depuis longtemps...

« On a à mettre l'accent sur les bons moyens à prendre pour relever notre taux d'alphabétisation et nos difficultés lamentables en matière de littératie »

Il existe bel et bien une politique de la formation continue élaborée par les partenaires du marché du travail, mais l'appareil gouvernemental retarde depuis quelques années déjà l'adoption d'un deuxième plan d'action qui en assure l'application. À quoi s'attendre maintenant ?

RÉGINALD HARVEY

La Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue a vu le jour en 2002 sous le gouvernement de Bernard Landry et s'est accompagnée d'un plan d'action quinquennal de 450 millions de dollars, qui a pris fin en 2007. Ce choix politique était motivé à cette époque par « les nouveaux défis que représentent la société du savoir et les changements technologiques et sociaux accélérés pour les adultes ».

Vice-présidente de la CSN, Denise Boucher réclame le suivi de ce premier plan depuis belle lurette; elle revient à la charge quand *Le Devoir* lui demande de dire quel discours sur les priorités en formation continue sur le marché du travail elle tiendrait en tête-à-tête au futur ministre responsable de ce dossier: « Je dirais à la ou au ministre qu'on s'est doté d'une politique sur la formation des adultes ou la formation continue pour laquelle on attend toujours la suite des choses, soit un autre plan d'action. Avant que M^{me} Beauchamp ne quitte ses fonctions, quand elle a été interrogée sur les crédits de son ministère qu'elle aurait à défendre, elle avait annoncé qu'elle travaillerait à déposer le fameux plan avec les sommes qui allaient suivre, sans aucun doute. Elle a démissionné, en laissant en attente du plan numéro deux des organismes communautaires, des organisations syndicales et même certains employeurs. Elle est partie, on n'avait plus de gouvernement, et là on en a un nouveau... »

Large consensus

Elle plaiderait cette cause-ci: « On sait que les fonctionnaires ont planché là-dessus et on pourrait sans doute réanimer ce dossier-là pour qu'on obtienne enfin le suivi auquel on s'attend. Il faut rappeler que cette politique a été mise de l'avant par les partenaires de l'emploi et les parte-

naires communautaires; il est rare qu'on en arrive à un consensus aussi élargi et qu'on ait voulu le tuer en ne poursuivant pas le travail qui allait dans ce sens-là. Je dirais honnêtement qu'on attend cela depuis au moins quatre ou cinq ans; je suis tenace et j'en parle chaque année. Si j'avais à rencontrer la nouvelle ou le nouveau ministre, ce serait un des sujets prioritaires que je placerais à l'ordre du jour. »

Elle poursuit son exposé: « Il reste à mettre le plan en action et à voir quels sont les sommes qui suivent cette démarche; le gouvernement dit qu'il a mis des sous dans toutes sortes de petites affaires pour soutenir les entreprises et qu'il a fait ceci et cela, mais il s'agit de saupoudrage. Il faut aller de l'avant avec quelque chose de plus complet et on doit aussi soutenir les organismes communautaires dans leurs actions sur la question de la formation des adultes; il serait bon que les gens puissent savoir vers où ils se dirigent pour les cinq prochaines années et qu'ils soient en mesure d'organiser leur propre plan d'action en fonction d'une vision quinquennale. C'est loin d'être banal. »

Sans que ce soit pour l'instant le *free for all*, elle émet ce vœu: « C'est quelque peu éparé et ce serait plus pratique de savoir sur quoi le gouvernement veut plancher et quels sont ses propres objectifs dans ce domaine. Je rappelle quand même ce que nous avons souvent dit: « Sans avoir à recourir à de multiples mesures, on a à mettre l'accent sur les bons moyens à prendre pour relever notre taux d'alphabétisation et nos difficultés lamentables en matière de littératie: si on veut relever les défis de demain, c'est inévitable. En même temps, on doit se serrer les coudes pour qu'il y ait de la formation continue. »

Le face-à-face se poursuit...

M^{me} Boucher souhaiterait aborder d'autres sujets avec

le nouveau titulaire du ministère: « Compte tenu que ce sera peut-être la ou le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, je lui demanderais de ne pas créer des bouleversements aussi grands que ceux qu'on a pu connaître lors du premier budget du gouvernement libéral en 2003; à partir de là, les entreprises n'ont plus été assujetties à la loi du 1% à investir en formation, de telle sorte qu'on a senti leur désresponsabilisation à l'égard de celle-ci. Je lui dirais d'agir avec beaucoup de prudence; il y en a qui veulent parfois faire leurs marques, mais ils ne le font pas toujours de la bonne façon; on a plutôt intérêt à faire en sorte que les gens puissent avoir le plus possible accès à une formation. »

Elle souligne un autre point qui serait abordé: « Si le gouvernement décidait d'aller de l'avant avec le Plan Nord, je lui dirais de lancer un message aux entreprises: compte tenu d'un manque de main-d'œuvre qui semble assez évident, je les inviterais à ne pas faire appel à des jeunes qui n'ont pas complété leur scolarité; il peut paraître avantageux d'embaucher présentement des jeunes qui n'ont pas terminé leur cinquième secondaire et de les envoyer dans le Grand Nord pour travailler, parce qu'une telle démarche correspond aux impératifs économiques actuels de l'État; mais cette façon de faire risque d'avoir un coût social parce que, lorsque le mirage des mines disparaît, on va se retrouver avec des gens qu'on devra former pour qu'ils soient en mesure de réintégrer le marché du travail dans le Sud, un marché qui ne sera pas tout à fait le même que celui du Nord. »

Elle se montre insistante sur ce plan: « Quand un employeur décide de recruter un jeune, il faut que le contrat entre les deux parties stipule que celui-ci puisse terminer ses formations. On est en plein dans le volet de l'adéquation formation-emploi et il existe des moyens qui peuvent être pris pour lui faciliter cette tâche; autrement, on aura des coûts sociaux à assumer. »

Collaborateur
Le Devoir

PHOTOS 1 ET 4: SOURCE COLLÈGE LIONEL-GROULX. PHOTO 2: NORMAND BLOUIN. PHOTO 3: SOURCE UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE
Photos 1 et 4: formation continue du Collège Lionel-Groulx. Photo 2: Denise Boucher, vice-présidente de la CSN. Photo 3: Centre de formation continue de l'Université de Sherbrooke.

TÉLUQ

L'université. Aujourd'hui.

Depuis 40 ans

www.telug.ca

FORMATION CONTINUE

POUR UNE ÉDUCATION POUR TOUS

Les adultes en formation: un « autre type d'auditoire que celui des 18 à 24 ans en formation initiale »

Le Québec compte plus de 75 000 étudiants adultes dans ses universités

Grande négligée dans les vifs débats suscités par la hausse des droits de scolarité et la crise étudiante, l'éducation des adultes dans les universités doit être revalorisée, plaide Christian Blanchette, doyen de la Faculté de l'éducation permanente (FEP) de l'Université de Montréal.

ÉTIENNE PLAMONDON ÉMOND

Le printemps dernier, les discussions et les réflexions sur l'accessibilité aux études ont été discrètes au sujet de celle des adultes en formation, souvent financièrement précaires et dont les chances d'obtenir des prêts et bourses demeurent minces. De plus, dans le débat public, Christian Blanchette remarque qu'« il y a eu une diabolisation de beaucoup d'activités universitaires qui sont des éléments-clés de l'éducation des adultes », comme les campus satellites, la publicité et les liens avec les milieux de travail.

Le Parti québécois, qui vient d'être élu à la tête d'un gouvernement minoritaire, a promis la tenue d'un sommet sur l'enseignement supérieur. « Je pense que le sommet sera un succès si on en sort en ayant mieux compris ce qu'est la gestion des universités et en ayant aussi réaffirmé qu'elles ont un rôle-clé à jouer dans la formation des adultes », dit M. Blanchette.

L'« autre » université

Or, durant la crise étudiante, l'éducation des adultes a été marginalisée, tandis que, dans l'espace public, il s'est cristallisé une conception de l'université simplement dédiée aux jeunes de 18 à 24 ans. C'est le constat unanime qu'ont fait les participants à une réunion tenue à l'Université de Montréal sous l'égide de l'Association canadienne d'éducation des adultes des universités de langue française, à la fin d'août, raconte M. Blanchette.

Pourtant, le Québec compte plus de 75 000 étudiants adultes dans ses universités. Seulement à l'Université de Montréal, il y en a environ



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Au Québec, on compte 75 000 étudiants adultes dans les universités, dont 12 000 fréquentent l'Université de Montréal.

12 000, ce qui équivaut à 15%, en équivalent à temps complet, des étudiants inscrits au premier cycle de l'établissement. « Une université, aujourd'hui, est faite de quatre piliers: la formation initiale pour les jeunes, les programmes aux études supérieures, la recherche et la formation des adultes », rappelle M. Blanchette.

Points d'accès

Dans leurs solutions pour trouver du financement autrement que par une hausse des droits de scolarité, les associations et les fédérations étudiantes ont martelé que les universités pouvaient récupérer

des sommes en cessant d'en dilapider dans la publicité et les campus satellites.

Or, soutient M. Blanchette, ces démarches identifiées comme négatives servent directement à l'éducation des adultes. Il rappelle que la majorité des campus satellites ne constituent pas des constructions, mais bien des salles louées dans des cégeps et des écoles secondaires. « Ce sont des points d'accès pour permettre aux adultes de suivre des formations universitaires », souligne-t-il.

À la FEP, 80% des étudiants travaillent, dont 56% à temps plein. Comme, parmi eux, ils sont nombreux à s'occuper

d'une famille et à gérer un horaire chargé qui limite le temps disponible pour les déplacements, les campus satellites leur permettent de suivre ces formations, assure M. Blanchette.

Du côté des publicités, il note qu'un grand volet est consacré aux programmes destinés aux adultes. « Il y a une publicité de positionnement, et c'est fort probablement ce [que les associations et les fédérations étudiantes] ont ciblé, mais en parlant de publicité, il y a aussi une publicité pour les adultes, nuance-t-il. Nos publicités, on ne les fait pas dans les cégeps. Elles sont pour toutes les personnes qui, après quelques années de

travail, quelques fois une décennie, jugent qu'elles doivent retourner aux études. Elles doivent connaître les programmes. »

Formation et travail

Un autre point qui a été soulevé avec passion lors des échanges survenus le printemps dernier concernait les liens avec les milieux de travail. Or cette démarche est l'un des chantiers importants de l'éducation permanente pour s'assurer de la pertinence d'une formation sur un marché du travail qui évolue rapidement.

La FEP a d'ailleurs accéléré la révision de ses programmes en ce sens. Durant les derniers mois, une certaine conception utilitaire des universités, cherchant davantage à former une main-d'œuvre et à servir l'économie plutôt qu'à instruire les citoyens, a été fréquemment dénoncée.

Des adultes étudiants

Christian Blanchette a déjà travaillé sur la qualité de l'enseignement au premier cycle et aux cycles supérieurs. À même de constater les différences, il insiste pour dire que les

diants adultes s'inscrivent dans la foulée d'une réorientation professionnelle, tandis que 53% viennent y acquérir un enrichissement professionnel.

« Pour eux, l'objectif de venir à l'université n'est pas de devenir des citoyens qui contribuent. Ils le sont déjà. Leur motivation, c'est de venir chercher un programme qui les équipera encore mieux pour les défis professionnels auxquels ils se confrontent maintenant ou auxquels ils feront face dans le futur » M. Blanchette précise que les programmes stimulent tout de même une réflexion de niveau universitaire et que le dialogue actif avec le milieu ne vise « pas à servir une organisation ou une firme précise, mais à servir la profession pour laquelle on construit le programme ».

En ce qui concerne le régime des prêts et bourses, dans « toutes les propositions faites au printemps, tant par le gouvernement que par les associations étudiantes, on parlait d'aide financière aux étudiants à temps plein, mais pas aux étudiants à temps partiel », déplore M. Blanchette.

Or les étudiants adultes ont peu accès à l'aide financière, alors qu'un peu plus de 35% des étudiants de la FEP avaient un revenu annuel inférieur à 20 000\$ en 2009. « Il faut se rendre compte qu'ils ne sont pas tous bien nantis. Ce ne sont pas tous des avocats ou des notaires. Au contraire. Ce sont des gens qui ont fait des études et qui se sont engagés dans un parcours qui coûte cher. Ils font énormément de sacrifices et, souvent, ils ne veulent pas s'endetter. Mais ils doivent avoir un parcours beaucoup plus lent. »

M. Blanchette croit qu'il y a lieu de repenser un système de prêts et bourses adapté aux adultes en formation, afin qu'ils « puissent obtenir leur diplôme universitaire. Les gens les commencent, mais, en cours de route, il y a une attrition plus grande que chez les étudiants qui suivent leurs cours de jour, en raison des enfants, d'un nouvel emploi, des défis financiers qui frappent », évoque-t-il.

Collaborateur
Le Devoir

La CSN encourage et soutient l'implication de ses syndicats au sujet des enjeux de formation



www.csn.qc.ca

Durant la crise étudiante, l'éducation des adultes a été marginalisée, tandis que, dans l'espace public, il s'est cristallisé une conception de l'université simplement dédiée aux jeunes de 18 à 24 ans

adultes en formation constituent un « autre type d'auditoire que celui des 18 à 24 ans en formation initiale. Je suis tout à fait d'accord avec ceux — et je joins ma voix à la leur — qui disent que l'université doit équiper les jeunes pour qu'ils soient des citoyens qui réfléchissent sur le monde et qui y contribuent. Mais, lorsqu'on parle d'étudiants adultes qui reviennent, ce n'est plus leur besoin. »

La plupart des adultes en formation ont déjà entamé une carrière. Selon une enquête de la FEP effectuée auprès de ses étudiants, environ 60% d'entre eux possèdent déjà un diplôme universitaire, dont 29% ont terminé un baccalauréat et 10% une maîtrise. Toujours selon cette enquête, 20% de ces étu-



FORMATION CONTINUE

DESS

Les nouveaux diplômés d'études supérieures ont la cote

« Les gens veulent un développement de carrière sans écrire un mémoire de maîtrise »

De la météorologie à la musique de film, en passant par l'écologie internationale, les microprogrammes et les diplômes d'études supérieures spécialisées (DESS) sortent des sentiers battus. Pour que votre carrière prenne aussi une nouvelle tangente!

AMÉLIE
DAOUST-BOISVERT

« Les départs à la retraite laissent des postes élevés à combler. Ça prend une réflexion plus profonde pour assumer ces responsabilités », selon Guy Mineau. Pour le directeur général de la formation continue de l'Université Laval, c'est ce qui explique la popularité croissante des microprogrammes de 2^e cycle et des DESS.

En 1990, les universités québécoises n'offraient qu'une centaine de microprogrammes et de diplômes courts de 2^e cycle. En 2007, 14 000 étudiants fréquentaient plus de 300 programmes. C'est le tiers de l'effectif étudiant au 2^e cycle!

C'est en sciences de l'administration que ces formations sont les plus prisées: le tiers des programmes sont dans cette discipline. Suivent les sciences humaines (19%), les sciences de la santé (15%), les sciences appliquées (13%) et les sciences de l'éducation (12%), selon un rapport du Conseil supérieur de l'éducation publié en 2010.

La nouvelle formation continue

« Ces programmes ont connu une augmentation incroyable depuis dix ans », dit Richard Patry, vice-doyen à la Faculté des études supérieures et postdoctorales de l'Université de Montréal. Il observe que la formation continue a migré du premier au deuxième cycle. Normal: « De plus en plus, les gens ont déjà un baccalauréat, dit François Braun, directrice du Bureau du recrutement à l'UQAM. Ce n'est pas intéressant pour ces professionnels de poursuivre leur formation au premier cycle. »

« Les gens veulent un développement de carrière sans écrire un mémoire de maîtrise, poursuit Guy Mineau. Comme c'est directement lié à un projet de carrière, les gens sont très motivés et les taux de diplomation sont plus élevés qu'en formation régulière. »

Alors que les microprogrammes comptent de 9 à 18 crédits, les DESS comportent 30 crédits. La plupart des universités offrent des formations gigognes, c'est-à-dire que les crédits obtenus dans un microprogramme peuvent être reconnus dans un DESS. Ensuite, quelques cours et un essai, et le diplôme de maîtrise professionnelle est à portée de la main.

La majorité des inscrits sont des professionnels en quête de perfectionnement. Ils cherchent non seulement de nouvelles compétences, mais un avancement d'échelon ou l'accès à un poste de gestion ou de responsabilité.

À l'UQAM, on note également que des immigrants récents s'inscrivent à un DESS pour obtenir rapidement une formation reconnue au Québec et accéder au marché du travail dans leur domaine. Retourner sur les bancs d'école leur permet également de garnir leur carnet d'adresses de nouveaux contacts.

L'administration encore très populaire

Bien que les domaines représentés au DESS soient très diversifiés, les programmes qui permettent d'acquérir des compétences de gestion sont encore très prisés, observe Guy Mineau. « Quand on occupe un poste élevé dans son domaine, on finit par gérer une partie de la boîte. On doit se débrouiller en ressources humaines et en gestion d'une équipe performante... »

Certains programmes sont créés expressément en réponse à un besoin sur le marché du travail. En santé, les ordres professionnels observent des besoins émergents et collaborent avec les universités pour y répondre. Par exemple, l'école d'optométrie de l'Université de Montréal offre maintenant une formation en intervention en déficience visuelle. Car un des grands défis des personnes âgées qui souhaitent rester à leur domicile le plus longtemps possible, c'est la vision qui décline. Des optométristes spécialement formés pourront maintenant les aider à rester autonomes.

Certains programmes sont carrément obligatoires pour obtenir une promotion. Par exemple, les directeurs d'école primaire et secondaire doivent passer par un DESS en gestion de l'éducation.

Une formation en mouvement

Formation collée sur le monde du travail oblige, il y a beaucoup de mouvement du côté des DESS. Autant de nouveaux programmes voient le jour, autant d'autres, devenus désuets, disparaissent naturellement. « Certains programmes peuvent devenir obsolètes. Il faut s'adapter et en créer de nouveaux »,



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Formation collée sur le monde du travail oblige, il y a beaucoup de mouvement du côté des DESS.

selon Richard Patry.

Le programme court de 2^e cycle en administration scolaire de l'UQAM, par exemple, n'attire que quelques nouveaux inscrits par année. La raison en est simple: le bassin d'étudiants s'est tari, explique

François Braun. Créé au moment où le DESS en gestion de l'éducation était devenu obligatoire pour obtenir un poste de direction dans une école primaire ou secondaire, ce programme était destiné aux directeurs déjà en poste.

Peu à peu, ces derniers ont gradué, et les nouveaux aspirants directeurs s'inscrivent plutôt au DESS.

Richard Patry prédit un bel avenir aux DESS et aux microprogrammes de deuxième cycle. « Les connaissances, les

pratiques professionnelles: les défis changent de plus en plus vite et les professionnels ont besoin d'une mise à jour constante de leurs compétences. C'est là pour rester! »

Le Devoir

TÉLUQ
L'université. Aujourd'hui.

Programme Sens et projet de vie

Une occasion unique de réfléchir au sens de la vie

Il existe peu de lieux pour réfléchir au sens de la vie et échanger sur ce sujet.

Trois universités du réseau de l'Université du Québec (TÉLUQ, UQAR et UQTR) en ont créé un en offrant *Sens et projet de vie*, un programme court de 2^e cycle (15 crédits), qui allie rencontres de groupe et études à distance.

Pour le professeur Jean Gagné, responsable du programme à la TÉLUQ, à certaines étapes de la vie, comme une réorientation professionnelle ou la retraite, nous devons nous repositionner par rapport à ce que nous voulons faire et ce que nous voulons devenir. Nous avons alors besoin de parler du sens que nous souhaitons donner à notre vie et de notre place dans la société.

Le premier cours de ce programme, *Partage de sens et dialogue*, débutera par une rencontre en janvier prochain. Suivront les cours *Histoire de vie et construction de sens*, *Trajectoires personnelles et sociales*, *Sens et projet: définition et anticipation* et *Sens et projet: Planification et mise en oeuvre*.

Date limite d'inscription au programme: 30 novembre 2012

SÉANCES D'INFORMATION

Québec

Le mardi 2 octobre 2012,
à 19 h 00
TÉLUQ, 455, rue du Parvis (quartier Saint-Roch),
salle 2232

Montréal

Le jeudi 4 octobre 2012,
à 19 h 00
TÉLUQ, 100, rue Sherbrooke Ouest
(métro Place-des-Arts), salle SU-1550

Pour en savoir plus, communiquez avec le Service d'accueil et de renseignements au
1 888 843-4333.



Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre

Les organismes communautaires dédiés au développement de la main-d'oeuvre offrent des formations adaptées aux besoins des personnes qui doivent relever des défis particuliers.

Parce que ces personnes ont tout un potentiel à offrir aux entreprises et que le Québec doit miser sur la qualité et la diversité de sa main-d'oeuvre pour bâtir la société de demain.

Parce qu'investir dans des mesures de formation a toujours été un choix gagnant.

Tous et toutes (jeunes décrocheurs, adultes sans emploi, personnes immigrantes, personnes handicapées, etc.) doivent avoir accès à une formation, peu importe leur parcours et les obstacles rencontrés.



www.cocdmq.ca

FORMATION CONTINUE

COLLÈGE DE MAISONNEUVE

Des cégeps s'associent pour offrir des formations souhaitées par le monde du travail

Le Collège de Maisonneuve offrira trois nouvelles attestations d'études collégiales (AEC) dans les domaines de la sécurité privée, des technologies de l'information (TI) et des ressources humaines. La collaboration entre établissements est aussi favorisée.

MARTINE LETARTE

La nouvelle AEC Gestionnaire en sécurité privée sera offerte par le Collège de Maisonneuve cet automne. L'établissement continue ainsi de développer sa spécialité dans le domaine. « Il n'y avait pas de formation pour les gestionnaires en sécurité privée, alors que le besoin est bien présent. Les agents de sécurité peuvent être formés dans les écoles de formation professionnelle, mais, lorsqu'ils gravissaient les échelons pour devenir gestionnaires, ils devaient apprendre sur le tas », affirme Eléna Galarneau, directrice du service de la formation continue du Collège de Maisonneuve.

Des gens du milieu de la sécurité privée ont été consultés dans l'élaboration du programme. « On y apprendra à gérer des équipes, à planifier les mesures d'urgence, etc. Le programme s'adresse aux employés d'agence et à ceux des grandes entreprises où on retrouve plusieurs agents de sécurité », explique M^{me} Galarneau.

Le programme démarrera en novembre. Il se donnera à temps partiel, puisque le Collège de Maisonneuve vise les gens en emploi. « Ce programme s'ajoute à l'AEC Techniques d'enquête et investigation que nous offrons depuis trois ans aux gens qui veulent devenir enquêteurs dans le secteur privé. Nous investissons beaucoup depuis quelques années dans le domaine de la sécurité privée », affirme Eléna Galarneau.

Applications mobiles

Le Collège de Maisonneuve tente aussi de plus en plus de travailler en collaboration avec d'autres collèges pour offrir des programmes de formation continue. « Nous souhaitons ne pas multiplier les programmes dans un même secteur

d'activité pour éviter que les employeurs ne s'y retrouvent plus », indique M^{me} Galarneau.

Le Collège de Maisonneuve offrira dès cet hiver l'AEC Développement d'applications pour appareils mobiles. Ce programme de 405 heures a été développé par le Cégep de Sainte-Foy. Il s'articule autour de trois champs de formation principaux : la programmation de systèmes natifs, la programmation web mobile et la programmation d'applications web.

C'est une AEC de spécialisation, ce qui signifie que, pour s'inscrire, il faut posséder une formation antérieure dans le domaine de l'informatique.

Le programme s'adresse aux gens en emploi, donc il se donnera à temps partiel. « Nous sommes toujours dans le processus d'approbation, précise toutefois M^{me} Galarneau. Nous regardons aussi la possibilité d'offrir une partie des cours en ligne avec le Cégep de Sainte-Foy, qui a développé la plateforme. On pourrait donc avoir des étudiants de façon synchrone dans les deux collèges, avec un professeur qui donne le cours. »

Ressources humaines

Le Collège de Maisonneuve offrira également dès l'hiver l'AEC Agent en support en ressources humaines. Cette fois, le programme a été développé par le Cégep de Chicoutimi. « Ça répond à un besoin dans les PME qui ont rarement toute une direction des ressources humaines. Par contre, ces entreprises doivent gérer la sélection des candidats, la dotation, les assurances, la formation, etc. », explique M^{me} Galarneau.

Le Collège de Maisonneuve est en train d'évaluer s'il offrira ce programme de 810 heures à temps plein ou à temps partiel.

SharePoint

L'hiver dernier, le Collège de Maisonneuve a lancé l'AEC Développeur-intégrateur SharePoint. Cette plateforme informatique basée sur le web est vouée à la gestion de l'information dans une entreprise.

« Nous allons offrir le programme à nouveau cet automne, précise M^{me} Galarneau. Il a été développé en collaboration avec le Collège Édouard-Montpetit et avec le Cégep Limoilou. »



COLLÈGE DE MAISONNEUVE

Éléna Galarneau, directrice du service de formation continue du Collège de Maisonneuve

L'AEC Développeur-intégrateur SharePoint est un programme de perfectionnement pour les gens qui ont déjà une formation en informatique.

« Nous offrons le programme à temps plein et il est financé par Emploi-Québec, précise Eléna Galarneau. Le programme est particulièrement intéressant pour la clientèle immigrante qui a

été scolarisée à l'étranger dans le domaine de l'informatique, mais qui n'arrive pas à s'intégrer au marché du travail québécois. Les besoins de spécialistes SharePoint dans les entreprises sont importants. »

Le Collège de Maisonneuve offre aussi, parmi ses nouveautés, un cours de courte durée sur SharePoint pour la clientèle adulte et les entreprises. Ce cours fait partie d'une grande offre de cours de perfectionnement offerts en collaboration avec Emploi-Québec à 2\$ l'heure. Parmi les autres nouveautés, on retrouve le cours PHP et MySQL pour le développement de sites web. Au total, le Collège de Maisonneuve offre plus de 200 ateliers de perfectionnement en informatique.

DEC intensifs

Le Collège de Maisonneuve offre aussi à la clientèle adulte des DEC intensifs dans différents domaines.

« Nous sommes le collège avec le plus gros volume d'étudiants au DEC intensif Soins infirmiers, fait remarquer M^{me} Galarneau. On accueille toujours énormément de gens dans les réunions d'information pour ce programme et nous recevons une centaine de dossiers chaque fois que nous formons un groupe, soit trois fois par année. Chaque fois, nous prenons seulement 36 étudiants. Environ 70% de la clientèle est immigrante. Plusieurs ont acquis une formation dans leur pays, par exemple comme médecin, nutritionniste, vétérinaire. »

Le Collège de Maisonneuve offre aussi le DEC intensif Comptabilité et gestion.

« Nous sommes un des rares collèges à le proposer aux adultes, précise M^{me} Galarneau. La clientèle est presque exclusivement immigrante. Les gens ont fait une formation en administration ou en finance dans leur pays, mais ils n'arrivent pas à s'intégrer au marché du travail. Ils ne perdent pas leur temps dans le programme, puisque les notions sont très différentes d'un pays à un autre. »

Collaboratrice
Le Devoir

NOUVEAU!

**LE DEVOIR
EN CLASSE**

**Un programme destiné
aux professeurs qui souhaitent
utiliser les médias
comme outil pédagogique.**

Préparez dès maintenant la prochaine session d'enseignement.
Des abonnements de groupes sont disponibles.

Aussi à l'adresse suivante :
www.ledevoir.com/le-devoir-en-classe

Pour plus d'information, contactez-nous à l'adresse courriel suivante : internet-ecole@ledevoir.com

Un programme réalisé en partenariat avec la société Les amis du Devoir

FORMATION CONTINUE

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

« La règle est de répondre à des besoins »

L'université a une présence en formation continue, même hors du Québec

La formation continue à l'Université de Sherbrooke ne se limite pas à son seul campus principal. L'établissement est bien présent en Montérégie, mais aussi sur l'ensemble du territoire québécois. Et il possède même en la matière un vaisseau amiral, soit le campus de Longueuil.

PIERRE VALLÉE

« L'immeuble du campus de Longueuil a été conçu pour accueillir des étudiants, souligne Lucie Laflamme, vice-rectrice aux études de l'Université de Sherbrooke. En plus des classes et des locaux d'enseignement, plusieurs aires ouvertes sont à la disposition des étudiants, on y trouve même une aire de restauration. Tous nos services universitaires s'y trouvent. »

Il était donc logique de concentrer sur ce campus l'offre en formation continue s'adressant aux résidents de la Rive-Sud et même à ceux de la grande région montréalaise. Rien de surprenant, donc, à constater que près de 85% des quelque 150 programmes offerts au campus de Longueuil sont des programmes de formation continue.

« Ce sont surtout des programmes de deuxième cycle qui se déclinent en microprogrammes de 6 à 15 crédits, en diplômes de 2^e cycle de 30 crédits ou en maîtrises de 45 crédits. La plupart de ces programmes sont cumulatifs. C'est une tendance importante de nos jours dans le domaine de la formation continue. Nous avons aussi certains programmes de 3^e cycle. »

Deux exceptions à cette règle: la formation au premier cycle en sciences infirmières

et le baccalauréat en enseignement professionnel. « Dans ces deux cas, l'Université de Sherbrooke a répondu à des demandes spécifiques du gouvernement. »

Toutes les facultés de l'Université de Sherbrooke sont présentes au campus de Longueuil, y compris la Faculté des lettres et des sciences humaines et la Faculté de théologie et des sciences religieuses. Évidemment, elles n'ont pas toutes le même poids. « Les deux facultés les plus présentes, autant en nombre d'étudiants qu'en nombre de programmes offerts, sont la Faculté d'éducation et la Faculté d'administration. Mais, comme toutes nos facultés sont présentes, il est assez facile pour nous de répondre à une demande et de mettre en place un programme. »

Centre universitaire de formation continue

Même s'il est situé sur le campus principal, le mandat du Centre universitaire de formation continue dépasse grandement cette frontière. « Le Centre universitaire de formation continue agit comme guichet unique. Il a aussi le mandat de coordonner les actions des facultés en matière de formation continue. Ce rôle a son importance, car aujourd'hui plusieurs formations continues sont multidisciplinaires et né-

cessitent la collaboration d'expertises différentes. Ensuite, c'est aussi lui qui est responsable de la formation continue non créditée. »

C'est ce dernier aspect de son mandat qui assure la présence de l'Université de Sherbrooke hors de ses campus, notamment en Montérégie. « Ces formations sont diverses, parfois ce sont des cours, parfois des ateliers, mais elles ont en commun le fait de répondre à des besoins spécifiques et d'être mises en place avec la collaboration d'un partenaire. On s'installe dans les locaux qui sont mis à notre disposition. Pas question de débarquer avec le fanion de l'Université de Sherbrooke. On est surtout là pour offrir un service à notre partenaire. » Ces partenaires peuvent être des organismes, des villes, des commissions scolaires ou des entreprises.

Ailleurs au Québec et dans le monde

La présence de l'Université de Sherbrooke sur l'ensemble du territoire du Québec est assurée en partie par la participation de l'Université de Sherbrooke à la formation continue des professeurs de cégep. Cette participation se fait par le biais du réseau PERFORMA, qui compte maintenant 59 établissements collégiaux.

« Il ne faudrait pas oublier notre université du 3^e âge, qui est présente dans différents coins du Québec. C'est une façon différente d'aborder la formation continue, je l'avoue, mais, à y regarder de plus près, c'est bien de la formation continue qu'il s'agit. » En effet, car ceux qui



SOURCE UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

L'Université de Sherbrooke offre plusieurs programmes de formation continue, dont beaucoup sont donnés au campus de Longueuil.

s'y inscrivent, même s'ils le font en fonction de leurs intérêts personnels plutôt que de leur travail, s'inscrivent tout de même dans une démarche de formation. « L'université du 3^e âge compte présentement 6800 étudiants et ce nombre augmente chaque année. C'est la preuve de l'intérêt qu'ont les personnes aînées pour ce type de formation. » L'université du 3^e âge de l'Université de Sherbrooke possède présentement 27 antennes universitaires réparties dans 10 régions du Québec.

De plus, l'Université de Sherbrooke a une présence en formation continue même hors du Québec. « Au fil des ans, l'uni-

versité a signé de nombreuses ententes avec des partenaires étrangers afin de mettre en place des formations continues. Nous avons des partenaires en France, mais aussi au Maroc, en Tunisie, et même en Haïti. Ces ententes peuvent porter sur une formation créditée tout comme sur une formation non créditée. Tout dépend des besoins des partenaires. » Un exemple récent de ce type de collaboration est l'entente signée avec l'une des plus importantes universités chiliennes, l'Université australe, qui a choisi l'Université de Sherbrooke pour l'aider à la réforme pédagogique de ses pro-

grammes en génie. Financée en grande partie par la Banque mondiale, cette collaboration vise à passer de l'enseignement magistral à l'apprentissage par projets et par problèmes.

« La formation continue peut prendre plusieurs formes. Mais, peu importe la forme, la règle à l'Université de Sherbrooke est de répondre à des besoins. On n'est pas là pour lancer à gauche et à droite de nouveaux programmes. Notre rôle est de mettre en place des programmes qui répondent aux besoins de nos étudiants et de nos partenaires. »

Collaborateur
Le Devoir

TÉLUQ

Quarante ans, et un nouveau départ

« Ce qui nous distingue est une approche par compétences »

La TÉLUQ fête son quarantième anniversaire cette année. L'établissement, qui offre, bon an mal an, quelque 400 cours à distance et 75 programmes à environ 18000 étudiants, vient de retrouver son statut d'école supérieure au sein du réseau de l'Université du Québec.

CAROLINE RODGERS

Depuis sa fondation, l'établissement avait longtemps été une école supérieure faisant partie de ce réseau. Puis, pendant quelques années, il a été rattaché à l'UQAM. En se détachant de l'UQAM en août dernier, il a retrouvé son statut d'antan. « Le mariage avec l'UQAM n'a pas parfaitement fonctionné, dit Elena Laroche, directrice des études. En retrouvant son autonomie, la TÉLUQ retrouve la liberté de se développer davantage. »

Interaction

Grâce aux progrès technologiques de la dernière décennie, la formation à distance devient plus accessible, plus dynamique et plus interactive. L'époque des notes de cours et des travaux sur papier envoyés par la poste sera un jour de l'ordre des souvenirs. « On utilise encore le papier, mais les cours sont de plus en plus dans Internet. L'avantage de la formation à distance est de pouvoir rejoindre des personnes en région, à la maison et même à l'étranger », ajoute-t-elle.

Au cours des prochaines années, la stratégie de développement de la TÉLUQ sera notamment de consolider et d'actualiser ses cours et ses programmes aux trois cycles et de développer la formation continue.

« Aujourd'hui, quand on parle de formation continue, le terme est souvent associé à des cours non crédités qui répondent aux besoins pointus



SOURCE TÉLUQ

Les volets institutionnel et individuel seront visés dans le développement de la formation continue à la TÉLUQ au cours des prochaines années.

d'une clientèle déjà en emploi. Ce sont de courts modules de formation créés en fonction de la demande, pour permettre l'acquisition de connaissances et de compétences très spécifiques, qu'on met sur pied souvent parce qu'aucun programme existant dans les universités québécoises n'y correspond », explique M^{me} Laroche.

Beaucoup d'universités offrent de la formation continue. « Ce qui nous distingue, c'est l'approche qu'on développe, qui est une approche par compétences, et toute la pédagogie qui est derrière la formation à distance. Nous ne sommes pas un orga-

nisme de médiatisation qui prend un contenu et le met simplement en ligne. On analyse la clientèle à laquelle on s'adresse et on a toute une approche d'accompagnement de l'étudiant. »

Développement

La TÉLUQ compte développer la formation continue en misant sur les volets institutionnel et individuel. « D'un côté, il y a de grands projets que la TÉLUQ développe pour répondre aux besoins spécifiques de ministères ou d'associations patronales et syndicales en leur offrant une for-

mation sur mesure. La formation à distance a ainsi permis de former plusieurs centaines de milliers de participants, notamment parmi les professionnels de la santé et les délégués syndicaux, dispersés à la grandeur du Québec. »

Toutefois, en raison d'ententes de confidentialité, il n'est pas possible de divulguer les noms des ministères ou des organisations ayant eu recours à ces services de formation sur mesure.

Formations courtes

La TÉLUQ développe aussi un nouveau volet pour offrir de courtes formations sur des thèmes divers, afin de répondre aux besoins des ordres professionnels et d'autres organismes d'accréditation. « Nous travaillons actuellement à la conception de plusieurs cours sur des thématiques courtes et spécifiques qui s'adressent davantage aux individus qui ont besoin de suivre un certain nombre d'heures en formation continue afin de demeurer membres d'un ordre professionnel, dit M^{me} Laroche. Ces cours pourraient s'adresser, par exemple, à des conseillers en ressources humaines ou à des comptables. Nous allons tenter de rejoindre cette clientèle à travers des collaborations avec les ordres professionnels ou d'autres organismes qui font la promotion de la formation. »

Dans cette catégorie, un premier cours sur la mesure et l'interprétation des ratios financiers est déjà disponible pour les comptables. D'autres nouveaux cours seront offerts dans les prochaines années.

« De plus en plus de gens vont à l'université et le niveau d'instruction général augmente. De plus, les exigences des ordres professionnels sont croissantes. On assiste donc, dans la société, à une spécialisation de plus en plus grande des professionnels. Avec la formation continue, on contribue à cette spécialisation. »

Collaboratrice
Le Devoir

Formation continue en environnement

À Longueuil et à Québec

Diplôme de 2^e cycle en gestion de l'environnement
Possibilité de poursuivre à la maîtrise en environnement

Microprogramme de 2^e cycle en vérification environnementale
(offert à Longueuil uniquement)

Centre universitaire de formation en environnement



UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE | Voir au futur

Aussi offerts à Gatineau et Baie-Comeau, ou ailleurs selon la demande

À temps partiel, horaires adaptés pour les personnes sur le marché du travail

Étudiants provenant de disciplines variées

SOIRÉES D'INFORMATION
Longueuil : 16 octobre, 19 h
Québec : 23 octobre, 19 hDÉTAILS ET INSCRIPTION
USherbrooke.ca/Environnement
1 866 821-7933

FORMATION CONTINUE



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Peu importe le secteur dans lequel elles œuvrent, les entreprises québécoises peuvent faire appel au programme AERE pour relancer leurs activités par le biais de la formation de leurs employés.

EMPLOI-QUÉBEC

Le programme AERE permet à des entreprises québécoises de relancer leurs activités

Le Québec affiche au Canada le plus faible taux de participation à des activités de formation officielle liée à l'emploi

Le printemps dernier, Emploi Québec a lancé un nouveau programme de formation continue, le programme d'accompagnement des entreprises pour la relance de l'emploi (AERE). Grâce à celui-ci, 107 entreprises québécoises ont entamé la relance de leurs activités après avoir subi le ralentissement économique des dernières années.

ÉMILIE CORRIVEAU

S'inscrivant dans le cadre de l'initiative Investissement-compétences, laquelle est née à l'hiver 2012 et vise la mobilisation de tous les acteurs du milieu du travail autour de l'enjeu de la formation et du développement des compétences, ainsi que l'instauration d'une culture de formation continue dans les entreprises, le programme AERE a pour objectif de soutenir les firmes québécoises dans les premières étapes de la relance de leurs activités en répondant aux besoins de formation de leur personnel. Pour l'année financière 2012-2013, son enveloppe budgétaire est de 10 millions de dollars et les entreprises qui y font appel ont droit à une aide maximale de 100 000 \$.

Pour être admissibles au programme AERE, les firmes doivent, sans égard à leur masse salariale, à leur taille ou à leur secteur d'activité, répondre à certains critères. Elles doivent soit démontrer qu'elles ont subi un ralentissement conjoncturel de leurs activités au cours des trois dernières années, soit avoir été bénéficiaires du programme Travail partagé du gouvernement fédéral ou encore des programmes Soutien aux entreprises à risque de ralentissement économique (SERRE) ou Soutien aux entreprises de la métropole pour l'emploi et la relance (SEMER).

Suite logique

Il faut savoir qu'AERE s'inscrit dans la continuité des programmes SERRE et SEMER. Développé à la suite du ralentissement économique en 2008, le SERRE avait pour objectif de permettre aux entreprises de couvrir une partie des frais de formation de base ou de formation liée à leurs activités, afin de maintenir leur personnel en emploi et d'améliorer leur productivité.

«Ce programme-là a connu un succès bœuf! C'est pourquoi on a décidé de créer le programme SEMER, qui avait le même objectif que le programme SERRE, mais qui ne s'adressait qu'aux entreprises de Montréal et Laval, car ces deux régions-là avaient des besoins plus importants pour se sortir de la crise économique», affirme M^{me} Caroline Girard, coordonnatrice à la Loi sur les compétences, Direction du soutien au développement de la main-d'œuvre à la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT).

Comme le SERRE, le programme SEMER a été très populaire auprès des entreprises. Par leur entremise, Emploi-Québec a pu faire connaître ses services auprès d'une kyrielle de firmes avec lesquelles l'organisme avait peu collaboré ou pas du tout. Grâce à ces programmes, il a également pu constater que nombre de PME vivaient des difficultés importantes en matière d'organisation et de développement de structures de formation pour leurs employés.

«Ce que SERRE et SEMER ont permis aux entreprises québécoises qui ont fait appel à ces programmes, c'est de se sortir la tête de l'eau, soutient M^{me} Girard. Ce qu'on a constaté, par contre, c'est qu'une fois la tête sortie de l'eau, elles avaient tout de même besoin d'aide pour gagner le rivage, parce qu'elles étaient encore exposées à des risques de difficultés économiques et d'emploi. C'est vraiment pour soutenir ces entreprises fragilisées et pour leur permettre de bénéficier des bienfaits de la formation continue que nous avons créé AERE.»

Depuis la mise en œuvre du programme AERE, 107 entreprises ont pu bénéficier de son apport

Changer les mentalités

Il faut dire que, au Canada, le Québec fait figure de parent pauvre en matière de formation continue. D'après les plus récentes données disponibles, qui datent de 2008, le Québec affiche le plus faible taux de participation à des activités de formation officielle liée à l'emploi (27%). La moyenne nationale est de 36%. C'est la Saskatchewan qui performe le mieux, avec 45%.

De plus, bien qu'au Québec la participation à des activités de formation officielle liée à l'emploi se soit accrue entre 1997 et 2008, d'après Statistique Canada, les plus récentes données québécoises disponibles montrent que les investissements en formation des entreprises tendent à diminuer depuis le ralentissement économique en 2008.

En 2009, les entreprises dont la masse salariale dépassait un million de dollars ont investi 945 millions en formation, en vertu de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre. En 2007, ce montant était plutôt de 985 millions. Pourtant, 466 entreprises de moins étaient assujetties à la loi.

Depuis la mise en œuvre du programme AERE, 107 entreprises ont pu bénéficier de son apport, la majorité d'entre elles œuvrant

dans l'industrie manufacturière, le commerce de gros, les services aux entreprises et le commerce de détail. Puisque, à ce jour, seulement 60% de son enveloppe budgétaire a été utilisée, plusieurs autres entrepreneurs sont susceptibles d'obtenir des subventions d'ici le 31 mars 2013.

Mobilisation

Grâce à cette initiative, Emploi-Québec et la CPMT espèrent réussir à instaurer une culture plus durable de la formation continue dans les milieux de travail québécois et convaincre davantage d'entrepreneurs que la formation continue doit être perçue comme un investissement.

«On veut mobiliser les entreprises et les travailleurs en vue d'amener une stratégie d'investissement cohérente dans les compétences, souligne la coordonnatrice. On veut que les entre-

prises considèrent la formation continue non pas comme une dépense, mais comme un investissement. On souhaite qu'elles comprennent que plus les employés seront formés, plus ils seront compétents et plus ils seront productifs.»

La durée de vie du programme est pour l'instant indéterminée. «Comme c'est un projet qui a pour objectif de sauvegarder des emplois, lorsque la relance économique sera bien entamée, le programme n'aura plus sa raison d'être. C'est donc la conjoncture économique qui déterminera la durée de vie du programme», confirme M^{me} Girard.

Pour plus de détails sur le programme AERE, on consulte emploiquebec.net/entreprises/formation/loi-competences/aere.asp.

Collaboratrice
Le Devoir

U de M

Faculté de l'éducation permanente

Vous avez l'ambition,

nous avons 25 certificats universitaires.

COMMUNICATION APPLIQUÉE
COOPÉRATION INTERNATIONALE
CRIMINOLOGIE
DROIT
ÉTUDES INDIVIDUALISÉES
FRANÇAIS LANGUE SECONDE
GÉRONTOLOGIE
GESTION APPLIQUÉE À LA POLICE ET À LA SÉCURITÉ
GESTION SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
GESTION PHILANTHROPIQUE
INTERVENTION AUPRÈS DES JEUNES
INTERVENTION EN DÉFICIENCE INTELLECTUELLE
JOURNALISME
PETITE ENFANCE ET FAMILLE
PUBLICITÉ
RÉDACTION
RELATIONS INDUSTRIELLES
RELATIONS PUBLIQUES
SANTÉ COMMUNAUTAIRE
SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL
SANTÉ MENTALE
TOXICOMANIES
TRADUCTION I ET II
VICTIMOLOGIE

ADMISSION HIVER 2013
www.fep.umontreal.ca

Université 
de Montréal